# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

### NSE

Société anonyme au capital de 5 232 972 € La Grand Croix – Domaine de La Croix 03250 Nizerolles

Exercice clos le 31 décembre 2019

# Grant Thornton Commissaire aux Comptes

Cité Internationale 44 quai Charles de Gaulle CS 60095 69463 Lyon Cedex 06

#### **ACCORE**

#### **Commissaire aux Comptes**

1 Rue de la Grange aux Grains 03700 Bellerive sur Allier

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

## NSE

# Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'Assemblée Générale de la société NSE,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société **NSE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Directoire le 31 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de cet exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Grant Thornton /

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2019

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 2.2.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui expose les impacts du changement de méthode comptable résultant de l'application au 1er janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

#### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

#### Goodwill

Les goodwill font l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans le paragraphe 2.11 et à la note 1 des notes annexes aux comptes consolidés. Nos travaux ont principalement consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les valeurs d'utilité retenues et à revoir les calculs effectués par la société.

#### Frais de développement

Le paragraphe 2.9.1 des notes annexes comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle. Nous nous sommes assurées que la note 2.9.1 fournit une information appropriée.

NSE Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2019

#### Dépréciation des stocks

Le paragraphe 2.16 des notes annexes aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives notamment à la dépréciation des stocks.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue sur la base des éléments disponibles à ce jour, et vérifié la correcte application de cette méthode.

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire arrêté le 31 mars 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

# Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2019

# Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des

circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Bellerive sur Allier et Lyon, le 17 avril 2020

Les Commissaires aux Comptes
Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

> Robert Dambo Associé

Olivier Joannet Gérant

**ACCORE** 

# GROUPE NSE

Comptes consolidés Exercice clos au 31 décembre 2019

BILAN
(En milliers d'euros)

		Salar Ingelies and Anti-	
Goodwill	1	1 511	1 511
Autres Immobilisations Incorporelles	2	2 171	3 063
Immobilisations Corporelles (*)	3	7 851	5 593
Immeubles de placement	3	157	177
Participations entreprises associés	4	106	109
Autres actifs financiers	5	649	1 035
Actifs d'impôts différés	6	662	952
Actifs non courants		13 107	12 440
Stocks et en-cours	7	15 930	15 303
Clients et comptes rattachés	8	23 770	21 845
Autres actifs courants	9	2 200	2 184
Actifs d'impôts courants	9		1 004
Actifs financiers à la juste valeur - contrepartie résultat	10	175	65
Trésorerie et équivalent de trésorerie	10	3 002	1 623
Actifs destinés à être cédés	11	539	539
Actifs courants		45 616	42 563
Total Actif		58 723	55 003

Passif		31/12/2019	31/12/2018
Capital émis		5 233	5 233
Réserves		14 663	13 912
Résultat de l'exercice		5 855	1 086
Participations ne donnant pas le contrôle		1 256	1 128
Capitaux propres	12	27 007	21 359
Emprunts & dettes financières diverses à long terme (*)	13	6 319	6 142
Passif d'impôt non courant	6		
Provisions à long terme	14	1 151	929
Passifs non courants		7 470	7 071
Fournisseurs et comptes rattachés	15	6 859	7 999
Emprunts à court terme	10	25	3 388
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme (*)	13	2 575	2 279
Passifs d'impôts courant	15	1 721	263
Provisions à court terme	14	352	190
Autres passifs courants	15	12 714	12 454
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	11		
Passifs courants		24 246	26 573
Total Passif		58 723	55 003

<sup>(\*)</sup> Les comptes au 31 décembre 2019 sont établis en application de la norme IFRS 16 : méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice précédent.

# COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'euros)

Chiffre d'affaires	16	76 038	66 699
Autres produits de l'activité	17	439	341
Achats consommés		-27 928	-27 177
Charges de personnel	18	-25 307	-23 663
Charges externes (*)	19	-11 329	-9 907
Impôts et taxes		-1 219	-1 024
Dotation aux amortissements (*)	20	-3 117	-3 173
Dotation aux provisions	20	-106	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	21	963	91
Autres charges d'exploitation	22	-655	-448
Autres produits d'exploitation	22	203	248
Résultat opérationnel courant		7 982	1 987
Autres Produits & Charges opérationnelles	23	1 459	289
Résultat opérationnel		9 441	2 276
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Coût de l'endettement financier brut (*)	24	-425	-722
Coût de l'endettement financier net		-425	-722
Autres charges financières	24	-191	-302
Autres produits financiers	24	231	342
Charge d'impôt	25	-2 921	-520
Quote part de résultat des entreprises associées	4	-222	-4
Résultat net		5 913	1 070
Part du groupe		5 855	1 086
Participations ne donnant pas le contrôle		58	-16
Résultat net de base par action		1,8611	0,3454
Résultat net dilué par action		1,8611	0,3454

<sup>(\*)</sup> Les comptes au 31 décembre 2019 sont établis en application de la norme IFRS 16 : méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice précédent.

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(En milliers d'euros)

		_	_
En	V		IR
			ıĸ

HIN-EON		
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capital Note	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net	5913	1070
Ecarts de conversion	174	-93
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Impôts		
Sous total des éléments recyclables en résultat	174	-93
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-122	48
Impôts	30	-12
Sous total des éléments non recyclables en résultat	-92	36
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	82	-57
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propre	5 995	1 013
Dont part du Groupe	5866	1066
Dont part des intérêts minoritaires	129	-53

# TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)

En K - EUR

31/12/2019	Capital	O THE RESERVE	ves et ultats	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels nets	Capitaux propres Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Capitaux propres 31/12/2017	5 233		14 289	306	516	19 164	1 181	20 345
Variation de capital								
Actions d'auto-contrôle								
Affectation en réserves								ľ
Distributions de dividendes								
Résultat net au 31 Décembre 2018			1 070			1 085	-15	1 070
Instruments financiers						_		
Variation des écarts de conversion				-93		-56	-37	-93
Ecart sur les régimes à prestations définies					37	37		37
Résultat global au 31 Décembre 2018		P	1 070	-93	37	1 066	-52	1 014
Variation de périmètre								
Autres variations								
Capitaux propres 31/12/2018	5 233		15 359	213	553	20 230	1 129	21 359
Résultat net au 31 Décembre 2019			5 913			5 856	58	5 913
Variation des écarts de conversion				174		104	70	174
Ecart sur les régimes à prestations définies					-92	-92		-92
Résultat global au 31 Décembre 2019		•	5 913	174	-92	5 868	128	5 995
Variation de périmètre			-346			-346		-346
Capitaux propres 31/12/2019	5 233		20 926	387	461	25 752	1 256	27 007

# TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

En K - EUR	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net consolidé	5 913	1 070
Trosultat not consolida		
Dotations nettes aux amortissements et provisions (*)	3 328	2 689
Autres produits et charges calculés	-16	-29
Plus et moins-values de cession	68	3
Quotepart de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	222	4
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	9 515	3 737
Coût de l'endettement financier net (*)	385	655
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	2 921	520
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	12 821	4 912
	-1 160	-139
Impôts versé	-2 230	-2 370
Variation du B.F.R. lié à l'activité	9 431	2 403
Flux net de trésorerie généré par l'activité		
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 327	-1 016
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		436
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)		-262
Incidence des variations de périmètre	247	
Augmentation des prêts et avances consentis		-167
remboursement des prêts et avances consentis	129	80
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-951	-928
Versées par les minoritaires des sociétés intégrées	-564	
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		4 145
Remboursements d'emprunts (*)	-2 707	-3 864
Intérêts financiers nets versés (*)	-375	-656
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-3 646	-375
Incidence des variations des cours des devises	18	-6
Variations de la trésorerie nette	4 852	1 094
Trésorerie d'ouverture	-1 700	-2 794
Trésorerie de clôture	3 152	-1 700

<sup>(\*)</sup> Les comptes au 31 décembre 2019 sont établis en application de la norme IFRS 16 : méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice précédent.

# -NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

# 1. PRESENTATION DU GROUPE, FAITS CARACTERISTIQUES

### 1.1. Présentation du groupe

La Société NSE S.A. (« la Société ») a son siège social situé La grand-croix – Domaine de la croix 03 250 NIZEROLLES.

Les états financiers consolidés comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble étant désigné comme « le Groupe ») ainsi que ses entreprises associées.

Le Groupe NSE est une société industrielle internationale ayant pour vocation de vendre, de concevoir, de réaliser des systèmes intégrés (civils et militaires) et des prestations de support services dans les secteurs de la défense, de l'aéronautique, de l'électronique, de l'informatique, des télécommunications et de la grande industrie.

Les états financiers consolidés de l'exercice 2019 ont été arrêtés par le Directoire du 31 Mars 2020 et ne seront définitifs que lors de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires le 25 Juin 2020.

A ce jour, les sites de NSE sont

- un établissement basé à Soyons (07) dont l'activité est la conception de produits propres, dans les domaines des éclairages aéronautiques et enregistreurs de paramètres.
- un établissement basé à Maillane (13), un établissement basé à Taverny (95) et un établissement basé à Brive (19), dont l'activité est le support service sur des équipements aéronautiques.
- Un établissement basé à Riom (63), un établissement basé à Nizerolles (03) pour les activités d'intégration
- Un établissement basé à Abrest (03), un établissement basé à Aulnat (63) ainsi qu'un établissement basé à Varennes (03) pour les activités de service.
- une filiale NSE Aero North America basée au Canada détenue à 100% par NSE (activité de holding);
- une filiale NSE Automatech basée au Canada détenue à 71.16% par la filiale NSE Aero North America dont l'activité est l'intégration de structures câblées complexes;
- une filiale NSE Brasil basée au Brésil détenue à 99,94 % par NSE dont l'activité est l'intégration de structures câblées complexes;
- une filiale NSE Equipements basée à Nizerolles détenue à 99.5 % par NSE dont l'activité est la location de bâtiments;
- Une filiale NSE AERO MAROC détenue à 100 % par NSE dont l'activité est l'intégration de structures câblées complexes.
- Une filiale NSE Téléservices basée au Maroc détenue à 60% par NSE dont l'activité est le support service. Cette entreprise est en sommeil.

- Une filiale HICAL NSE basée en Inde détenue à 49 % par NSE créée en 2013 avec un début d'activité sur le début d'année 2014.
- Une filiale NSE India basée en Inde détenue à 100 % par NSE, créée en 2018 avec un début d'activité sur 2019.
- Une filiale NSE TLS basée au Canada détenue à 50 % par NSE Aéro North America, créée en 2018 avec un début d'activité sur 2019.

#### 1.2. Faits caractéristiques

L'exercice 2019 a été plus particulièrement marqué par les évènements suivants :

#### En France

- La croissance de 12.87 % du chiffre d'affaires avec une hausse remarquée des activités de la BU Conception et de la BU Intégration (respectivement de 12.92 % et 21.18 %).
- BU Conception:
  - La restructuration de la BU Conception avec la fermeture du site de Cuers et le transfert du bureau d'études des activités vers les autres sites du groupe porte ses fruits, avec notamment un meilleur résultat de la BU Conception basée uniquement aujourd'hui sur le site de Soyons.
  - Le développement d'une nouvelle offre d'ensembles de signalisation ferroviaire et une diversification réussie de la conception d'écrans durcis pour les véhicules.
  - La dynamique de notre activité de modification « NVIS » pour le vol de nuit sous jumelles de vision nocturne.
  - Le renforcement de la diversification vers la production d'équipements ferroviaires.
  - L'incendie partiel de notre site de Soyons en début d'année (Janvier) avec un décalage de chiffre d'affaires à rattraper sur le deuxième semestre. Les couts et remboursements d'assurance liés, figurent en « autres produits et charges opérationnelles ». « Pour la partie concernant les immobilisations. L'indemnisation de la perte d'exploitation / stock a quant à elle été comptabilisée au sein du résultat opérationnel courant. »

#### - BU Intégrations

 La bonne tenue de nos activités de la BU Intégration, le renforcement de son positionnement auprès d'acteurs du secteur militaire terrestre et la poursuite du programme d'amélioration de performance sur l'ensemble des sites du Groupe en France.

#### - BU Services :

La progression continue de l'activité de la BU Services dans le domaine de l'informatique et de la Défense avec de fortes perspectives sur le secteur de la Défense et à l'international. A noter la signature dans ce cadre d'un nouveau contrat de soutien drones militaires et de nouveaux contrats de maintenance d'équipements dans de grands groupes français, toujours dans la Défense.  A noter la baisse des activités services de réparation d'équipements dans le secteur aéronautiques en proie à un changement de modèle de l'organisation de sous-traitance.

#### Dans nos filiales

- Mise en place d'une Direction du développement de nos filiales internationales.
- Déploiement de nos activités à l'international avec le lancement d'une nouvelle filiale en Inde NSE India, basée à Bangalore, qui est dédiée aux activités de réparation d'équipements électroniques et d'assemblage de produits propres.
- Également la création de la filiale NSE TLS (Technique Logistique Services) basée à Montréal au Canada, pour adresser les marchés de soutien technique et logistique en Amérique du Nord (Canada, USA) dans les secteurs aéronautique, transports, Défense. La société NSE TLS a gagné un premier marché très structurant dans le secteur transports.
- Le rebond de l'activité de NSE AUTOMATECH, filiale au Canada, notamment sur les marchés du médical (prothèses et outillage médical) et dans l'aéronautique, se développement également dans le secteur de la Défense. Un plan de développement a été mis en œuvre de 2019 à 2021 avec une augmentation de chiffre d'affaires très significative.
- Au Brésil, NSE Brasil continue de souffrir de la crise politico-économique du pays. Les résultats sont en perte mais nous restons toujours confiants sur la reprise, en maintenant un minimum d'activités, notamment dans les secteurs où nous sommes concernés, l'aéronautique et la Défense.
- Au Maroc, notre filiale NSE Aéro Maroc s'est fortement développée en 2019 sur la base de contrats de câblage et d'intégration et prestations en sous-traitance de NSE BU Intégrations concourant ainsi à optimiser le coût moyen et à améliorer la compétitivité.
- En Inde, notre filiale HICAL NSE a pâti du nouveau décalage du programme RAFALE.
   Les arrêtés de comptes de l'exercice 2019/2020 s'arrêtent pour toutes les entreprises du pays au 30 mars et devraient atteindre un objectif d'équilibre. Le carnet de commandes est beaucoup plus significatif pour l'année 2020.

# 1.3. Evénements postérieurs à la clôture

En février 2020, le Conseil de Surveillance a décidé de changer l'organisation du Directoire, Monsieur Guillaume LAURIN ayant souhaité réorienter sa vie professionnelle et ayant quitté l'entreprise :

Le Conseil de Surveillance a décidé la nomination à compter du 3 février 2020 de Monsieur Philippe BREL, anciennement Directeur Général et déjà membre du Directoire comme Président du Directoire NSE.

- Monsieur Alain ROCHER, déjà membre du Directoire et Directeur de la BU Services a été reconduit dans ses fonctions de membre.
- Monsieur Antoine LACOSTE, Directeur commercial du Groupe NSE, a été nommé comme nouveau membre du Directoire.
- Pour tous, le mandat est de 3 ans à dater de début février 2020.

#### A noter:

- La nomination de Monsieur Philippe BREL comme Président de la filiale NSE Aéro North America, notre holding de participation nord-américaine le 22 avril 2020 en remplacement de Monsieur François LACOSTE qui n'a pas souhaité poursuivre son mandat,
- La nomination de Monsieur Philippe BREL comme Président de la filiale NSE AUTOMATECH en date du 21 avril 2020 en remplacement de Monsieur François LACOSTE, qui n'a pas souhaité poursuivre son mandat.
- La nomination de Monsieur Philippe BREL comme Président de la filiale NSE India, le 21 Février 2020 en remplacement de Monsieur Guillaume LAURIN qui n'a pas souhaité poursuivre son mandat,
- La nomination de Monsieur Philippe BREL comme administrateur de la JV Hical NSE, le 18 Mars 2020 en remplacement de Monsieur Guillaume LAURIN qui n'a pas souhaité poursuivre son mandat,
- La nomination de Monsieur Alain ROCHER comme administrateur de la JV NSE TLS, le 30 JANVIER 2020 en remplacement de Monsieur Guillaume LAURIN qui n'a pas souhaité poursuivre son mandat.

#### Maillane

Le site de Maillane intervient plus particulièrement sur la réparation de produits aéronautique montés sur des plateformes vieillissantes d'hélicoptère ou avions et amenées à disparaître : technologie ancienne analogique.

Le site Maillane est donc confronté de plus en plus à une baisse structurelle des flux des réparations qui est due :

- A la non mise à disposition des CMM (documents techniques de réparation fournis par les constructeurs d'équipements);
- A la mise en place de licence sans répercussion possible des coûts ;
- A des produits vieillissants;
- A une verticalisation de certaines flottes décidée par l'Etat (centralisation des contrats de MCO Aéronautique auprès des grands industriels du secteur).

le site de Maillane n'est plus en capacité de poursuivre son exploitation d'ici la fin de l'exercice d'une manière équilibrée et pérenne, ainsi, par décision du Directoire, validée par le Conseil de Surveillance, le site sera fermé au 1<sup>er</sup> semestre 2020 et les activités seront transférées sur le site de Brive.

#### COVID 19

Dans le contexte évolutif d'épidémie de coronavirus (covid-19), le Directoire, en concertation avec le Conseil de Surveillance, a mis en place un Plan de Continuité et Adaptation (PCA) et un tableau de bord avec des indicateurs de surveillance pour NSE et ses filiales. Il est également prévu une révision de notre budget 2020.

Les décisions de confinement et de protection dues au COVID 19 ont eu un impact très significatif à compter du 15 mars 2020 avec :

- La fermeture d'usines de nos principaux grands clients donneurs d'ordres français.
- La réduction significative d'activités.
- La mise en place de télétravail et de congés pour gardes d'enfants ou de chômage partiel de nombreux salariés.
- Gros problèmes de transports logistiques pour nos expéditions et réceptions.
- Au Canada et en Inde, les gouvernements de ces pays ont décidé la fermeture d'activités complètes d'entreprises affectant nos filiales :
  - o NSE AUTOMATECH (sauf activités médicales et Défense),
  - o NSE TLS.
  - o NSE India,
  - o HICAL NSE.
- Concernant nos autres filiales :
  - O Pour le Brésil, l'activité reste maintenue, mais réduite,
  - O Pour le Maroc, l'activité a été fermée ponctuellement pour confinement et reste réduite.
- Le Directoire a pris toutes les mesures de préservation de la santé de nos salariés et d'optimisation de l'organisation de l'entreprise afin de relancer la reprise au plus tôt et dans les meilleures conditions, une fois le confinement arrêté. Nous avons bénéficié de certaines mesures d'accompagnement pour les reports de charges sociales et d'impositions, voire d'emprunts à des taux bonifiés et garantis.
- La participation et l'intéressement auront leurs paiements décalés sur 2020.
- Le Directoire a mis en place un tableau de bord avec des indicateurs de surveillance et a formalisé un plan de continuité et d'adaptation.
- La solidité de NSE, de son organisation industrielle, la réactivité face aux problèmes et une trésorerie préservée, aideront à surmonter ces difficultés.
- A noter que tous les sites français sont touchés en réduction d'activités, et d'une façon moindre, le site de Varennes qui, pour ses activités services de Défense, est préservé
- NSE fait tout pour garder ses sites ouverts et payer ses fournisseurs dans les délais, afin d'être prêts pour la reprise.
- A la date d'arrêté des comptes, le groupe n'est pas en mesure de chiffrer précisément l'impact de la pandémie sur ses performances pour l'année 2020. Néanmoins, le groupe

NSE dispose d'une situation financière solide qui lui permette de faire face aux enjeux de cette crise sanitaire.

Dans ce contexte de crise COVID-19 et sur la base des éléments décrits ci avant, nous n'anticipons pas de sujet de continuité d'exploitation.

# 2. PRINCIPES, METHODES ET MODALITES DE CONSOLIDATION

#### 2.1. Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe NSE sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiés par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 Décembre 2019.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal\_market/accounting/ias/index\_fr.htm

### 2.2. Référentiel comptable

Les principes et méthodes comptables exposés ci-après ont été appliqués aux fins de l'établissement des états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2019 et des informations comparatives au 31 décembre 2018.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1er janvier 2019.

Lors de la première application du référentiel IFRS le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption lui permettant de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2015.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de reclasser au sein du poste « Réserves consolidées » les « Ecarts de conversion » accumulés au 1er janvier 2015.

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018, à l'exception des normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne avant la date de clôture et applicables à partir de l'exercice 2019.

Les nouveaux textes ou amendements adoptés par l'Union Européenne, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019, ont été appliqués aux comptes consolidés au 31 décembre 2019. Il s'agit des normes suivantes :

> IFRS 16 – Contrats de location;

> IFRIC23 – Positions fiscales incertaines.

Amendement à IFRS 9 - Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative ;

Amendement à IAS 28 – Intérêts à long terme dans une entreprise associée ou une coentreprise ;

Amendement à IAS 19 - Modification, réduction ou liquidation d'un régime ;

Amélioration annuelle des normes IFRS cycles 2015-2017.

L'application de la norme IFRS16 est développée dans la note 2.2.1

L'application des autres textes n'a pas eu d'impact.

- Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 31 Décembre 2019.

# 2.2.1. Evolutions du référentiel comptable – Impacts de la nouvelle norme IFRS16

La norme IFRS 16 qui remplace la norme IAS 17 et les interprétations y afférentes à partir du 1er janvier 2019 supprime la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location financement ; elle exige la reconnaissance d'un actif (le droit d'utilisation du bien loué) et d'un passif de location représentatif des loyers futurs actualisés sur la durée du contrat de location en prenant en compte les hypothèses de renouvellement des baux si ces options sont raisonnablement certaines. La charge de loyer est remplacée par une charge d'amortissement liée au droit d'utilisation et une charge d'intérêt liée au passif de location.

Le Groupe détient environ 50 contrats de location représentant une charge annuelle de loyers d'environ 0,538 millions d'euros pour l'exercice 2018. L'adoption de la norme IFRS 16 impacte principalement la comptabilisation des baux de location de bâtiments immobiliers.

Le Groupe a décidé d'adopter au 1er janvier 2019 l'approche rétrospective simplifiée, en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme à la date de première application, comme méthode de transition.

À ce jour, le Groupe a choisi d'appliquer les deux exemptions de capitalisation proposées par la norme sur les contrats suivants :

- > contrats de location de biens de courte durée (inférieure à 12 mois);
- > contrats de location de biens portant sur des actifs de faible valeur (inférieure à 5 KUSD).

Les charges relatives aux contrats de location à court terme et de faible valeur seront classées en charges opérationnelles.

L'impact au 1er janvier 2019, conduit à la reconnaissance :

- > d'un actif (les droits d'utilisation des biens loués) de 2 980 milliers d'euros,
- > d'un passif correspondant aux obligations locatives qui s'élève à 2 980 milliers d'euros L'écart constaté entre l'engagement hors bilan au 31 décembre 2018 et la dette de location IFRS 16 au 1<sup>er</sup> janvier 2019 s'explique de la manière suivante.

1 694
0
-141
1 173
254
2 980

Les immobilisations financées par location-financement au 31 décembre 2018 (au titre de la norme IAS17), présentées au bilan dans les « immobilisations corporelles », sont reclassées à compter du 1er janvier 2019 dans les notes annexes, sur la ligne « droits d'utilisation » (impact net de 1 278 milliers d'euros). L'endettement correspondant (classé dans les postes « dettes financières long terme » et « dettes financières court terme ») est reclassé au niveau des notes annexes pour 42 milliers d'euros dans les postes « obligation locative long terme » et « obligation locative court terme ».

Au 31 Décembre 2019, les droits d'utilisation nets s'élèvent à 2,201 millions d'euros et les obligations locatives à 2.228 millions d'euros.

La durée d'amortissement est généralement la durée du contrat, sauf en cas d'option de renouvellement certaine ou liée à la poursuite d'un marché jusqu'à son échéance. Dans ce cas, la durée retenue est la durée d'utilité.

Les taux d'actualisation retenus varient en fonction des zones géographiques dans lesquelles les actifs sont implantés, de 2% à 5,0%.

La charge d'amortissement s'élève à 1,006 millions d'euros et les intérêts à 0,054 million d'euros (dont respectivement 0,775 et 0,067 millions d'euros d'impacts liés aux contrats de location comptabilisés précédemment selon IAS 17).

#### 2.3. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Les montants sont arrondis au millier d'euros le plus proche, sauf indication contraire.

#### 2.4. Méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles NSE SA exerce directement ou indirectement un contrôle sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Les incidences des transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées.

#### 2.5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers, conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont les suivants :

- Test de dépréciation des goodwills et immobilisations incorporelles et corporelles
- Evaluation des impôts différés actifs
- Evaluation de la juste valeur des instruments dérivés
- Evaluation des provisions

- Evaluation des droits d'utilisation et obligations locatives

#### 2.6. Etats financiers des activités à l'étranger

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger y compris le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger, en dehors des activités à l'étranger dans une économie hyper-inflationniste, sont convertis en euros en utilisant des cours approchant les cours de change aux dates de transactions. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en écarts de conversion dans l'état du résultat global, au sein des autres éléments du résultat global.

La liste des sociétés hors zone euro est la suivante

- NSE TELESERVICES au Maroc
- NSE AERO MAROC au Maroc
- NSE AERO NORTH AMERICA au Canada
- NSE AUTOMATECH au Canada
- NSE TLS au Canada
- NSE BRASIL au Brésil
- HICAL NSE en Inde
- NSE INDIA en Inde

#### 2.7. Opérations en devises

Conformément à la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ». Les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par chaque société du groupe dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont enregistrés au compte de résultat.

#### 2.8. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à la norme IFRS 3 - Regroupements d'entreprises.

Cette méthode implique l'évaluation des actifs et des passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur. Seuls les passifs identifiables satisfaisant aux critères de reconnaissance d'un passif chez l'entité acquise sont comptabilisés lors du regroupement. Ainsi, un passif de restructuration n'est pas comptabilisé en tant que passif de l'entité acquise si celle-ci n'a pas une obligation actuelle, à la date d'acquisition, d'effectuer cette restructuration.

A la date d'acquisition, le goodwill correspond à :

- la juste valeur de la contrepartie transférée pour acquérir la cible,
- majorée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise,
- majorée de la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise, si le regroupement d'entreprises est réalisé par étape,
- minorée de la juste valeur de la quote-part des actifs acquis et des passifs assumés.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat net.

. La comptabilité d'acquisition doit être finalisée dans un délai maximum d'un an à compter de la date d'acquisition.

La contrepartie transférée, qui comprend le prix payé, est évaluée à la juste valeur. Toute contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition. Si l'obligation de payer une contrepartie éventuelle répondant à la définition d'un instrument financier a été classée en capitaux propres, elle n'est pas réévaluée et son règlement est comptabilisé en capitaux propres. Sinon, les autres contreparties éventuelles sont réévaluées à la juste valeur à chaque date de clôture et les variations de juste valeur afférentes sont comptabilisées en résultat.

Les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le Groupe supporte du fait du regroupement d'entreprises, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Le Groupe évalue les participations ne donnant pas le contrôle lors d'une prise de contrôle soit à leur juste valeur (méthode du goodwill complet), soit sur la base de leur quote-part dans l'actif net de la société acquise (méthode du goodwill partiel). L'option est prise pour chaque acquisition.

Les modifications de la part d'intérêt dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur des capitaux propres.

#### 2.9. Immobilisations incorporelles

#### 2.9.1 Frais de développement

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que l'entreprise peut notamment démontrer :

- Son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme :
- Qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise;
- Sa capacité de mesurer de manière fiable le coût de cet actif pendant sa phase de développement.

Seuls les coûts (directs et indirects) qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation sont incorporables au coût de production :

- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production, comprenant notamment les salaires et autres coûts liés au personnel directement engagé pour générer l'actif ainsi que les coûts de dépôt de brevet.

Les frais de développement sont amortis à compter de la mise en service des immobilisations produites, sur leur durée réelle d'utilisation, qui varie de 3 à 5 ans en fonction de la nature des projets

En cas d'indice de perte de valeur, la valeur nette comptable des frais de développement est comparée à leur valeur recouvrable. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant. La valeur recouvrable est appréciée notamment en fonction des perspectives de commercialisation des projets.

#### 2.9.2 Logiciels

Les logiciels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée de 3 ans.

# 2.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilité estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

L'amortissement utilisé par le Groupe pour les immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire, sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction d'une valeur résiduelle éventuelle, et sur une période correspondant à la durée d'utilité de chaque catégorie d'actif.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire à compter de leur première mise en service sur la durée d'utilisation probable :

	Terrains	non amortis
	Constructions	20 ans
	Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 ans
	Installations générales, agencements divers	10 ans
	Matériel de transport	4 ans
•	Matériel de bureau et informatique	3 ans

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Lorsque la valeur recouvrable de l'actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

Les biens acquis au moyen d'un contrat de location financement qui, en substance, ont pour effet de transférer au groupe de façon substantielle les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont comptabilisés à l'actif immobilisé. Les obligations financières correspondantes figurent en passifs financiers.

# 2.11. Dépréciation des actifs immobilisés

Les goodwills, immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les immeubles de placement du Groupe sont soumis à un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur. Par ailleurs, le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation annuel.

La valeur recouvrable doit être estimée pour chaque actif pris individuellement. Si cela n'est pas possible, IAS 36 impose à une entreprise de déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle l'actif appartient.

Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs.

Après analyse, les UGT spécifiquement identifiés dans le cadre de l'appréciation des Goodwill sont NSE AUTOMATECH, le périmètre EX ECT ainsi que l'activité « SODITECH ».

Le goodwill issu d'un regroupement d'entreprises est affecté aux UGT ou groupes d'UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Le Groupe teste ses goodwills au niveau de ces 3 UGT.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée sur la base des flux de trésorerie futurs après impôt établis à partir des plans d'activité à 3 ans. Le taux de croissance retenu au-delà de 3 ans correspond au taux de croissance de nos secteurs d'activité et à la zone géographique concernée. L'actualisation des flux de trésorerie est effectuée sur la base du coût moyen pondéré du capital.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable.

#### 2.12. Immeubles de placement

Selon la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus en vue d'en retirer des loyers ou pour valoriser le capital apporté ou les deux.

Les immeubles de placement détenus par la société sont principalement des résidences ou des immeubles de bureaux.

En application de la norme IAS 40, la société a opté pour le modèle du coût. Ils font l'objet de tests de dépréciation à chaque fois qu'il existe des indices de pertes de valeur.

#### 2.13. Participations dans les entreprises associées

Les participations du Groupe dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les sociétés associées sont des entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière sans en détenir le contrôle. Il est présumé que le Groupe a une influence notable lorsqu'il détient au moins 20% des droits de vote.

La valeur au bilan des titres mis en équivalence comprend le coût d'acquisition des titres (y compris le Goodwill) augmenté ou diminué des variations de la quote-part du Groupe dans l'actif net de la société associée à compter de la date d'acquisition. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise associée.

#### 2.14 Actifs et passifs financiers non dérivés.

Les actifs financiers non dérivés sont composés de

- des titres disponibles à la vente correspondant aux titres de participation non consolidés. Conformément à la norme IFRS 9, ces catégories d'actifs sont évaluées à la juste valeur à la date de clôture de l'exercice. Les variations de juste valeur sont désormais comptabilisées en résultat ou en OCI non recyclables
- des prêts et créances correspondant aux dépôts et cautionnement, prêt à un organisme collecteur de la participation à l'effort construction, créances clients et certaines autres créances d'exploitation. Après

leur comptabilisation initiale à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif Ils sont dépréciés si leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

• des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat global correspondant aux équivalents de trésorerie Ces instruments sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat.

L'application de la nouvelle norme IFRS 9 n'a pas donné lieu à des ajustements, le Groupe ne détenant pas de titres non consolidés ou des placements long terme significatifs

Les passifs financiers non dérivés correspondent essentiellement aux emprunts et dettes financières, aux dettes fournisseurs et certaines autres dettes d'exploitation. Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée des coûts de transaction directement attribuables. Par la suite, ils sont comptabilisés au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les obligations convertibles correspondent à la composante dette de l'emprunt obligataire évaluée initialement à sa juste valeur et comptabilisée par la suite au cout amorti.

#### 2.15 Instruments dérivés

Le Groupe procède à des couvertures de taux d'intérêt afin de gérer son risque de taux et de maîtriser le coût global de sa dette, sans risque spéculatif.

Il se couvre également pour les risques de change liés aux variations monétaires.

L'ensemble des instruments de couverture est évalué à leur juste valeur et comptabilisé au bilan.

La variation de juste valeur des instruments de couverture de taux d'intérêt est enregistrée au compte de résultat sur la ligne « coût de l'endettement financier net » et la variation de juste valeur des instruments de couverture de taux de change sur la ligne « achats consommés ».

- En cas de comptabilité de couverture de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en autres éléments du résultat global. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en autres produits et charges financiers.

#### 2.16 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements est composé du prix d'achat hors taxes déduction faite des rabais, remises et ristournes obtenus, majoré des frais accessoires sur achats (transport, frais de déchargement, frais de douane, commissions sur achats...). Ces stocks sont évalués selon la méthode « premier entré-premier sorti ».

Le coût des travaux en cours est constitué du prix de revient. Les coûts de revient incluent les matières premières, fournitures et main d'œuvre de production et les frais généraux industriels directs et indirects affectables aux processus de transformation et de production, sur la base d'un niveau d'activité normal.

# 2.17 Créances clients et autres créances courantes

L'évaluation initiale des créances s'effectue à la juste valeur, celle-ci correspondant généralement au montant facturé. Lorsqu'ils comportent des conditions avantageuses pour la contrepartie (délai de paiement par exemple) et que l'effet de l'actualisation est significatif, ces prêts et créances sont comptabilisés à la valeur des flux futurs de trésorerie actualisés au taux de marché.

Conformément à la norme IFRS 9, les pertes attendues dès l'origine relatives aux créances clients font l'objet d'une estimation et d'une dépréciation.

Le niveau de dépréciation est demeuré stable et l'application de la nouvelle norme n'a pas donné lieu à des ajustements significatifs.

# 2.18 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie correspond aux soldes bancaires (actifs et concours bancaires) ainsi qu'aux caisses.

Les équivalents de trésorerie sont des OPCVM qui correspondent à des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Ils sont classés au bilan à l'actif sur la ligne « Trésorerie et équivalent de trésorerie » et au passif sur la ligne des « Emprunts à court terme ».

Les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

# 2.19 Gestion du capital

La gestion des capitaux propres consiste essentiellement à décider du niveau de capital actuel et futur ainsi que de la politique de distribution de dividendes. Ainsi, le Groupe veille à sécuriser la structure financière par des fonds propres suffisants.

# 2.20 Titres d'autocontrôle

Indépendamment de l'objectif fixé, tous les titres d'autocontrôle sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Les éventuels profits ou pertes au titre de la dépréciation, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'actions propres, sont imputés sur les capitaux propres.

#### 2.21 Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe pour le Groupe une obligation actuelle ou future résultant d'événements passés dont il est probable ou certain qu'elle se traduira par une sortie de ressources dans des délais et pour des montants encore incertains.

Les provisions sont actualisées si l'effet de la valeur temps est significatif. L'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est alors comptabilisée en « autres produits et charges financiers »

La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

Une provision pour garantie donnée aux clients est estimée et comptabilisée afin de couvrir le cout des réparations (pièces et main d'œuvre) sur les produits vendus. La garantie contractuelle est généralement d'un an

#### 2.22 Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière

Des provisions sont constituées afin de couvrir l'intégralité des engagements sociaux correspondant aux avantages versés au personnel au moment et après son départ du Groupe dès lors que les régimes concernés peuvent être qualifiés de régimes à prestations définies.

Figurent dans cette catégorie les régimes d'indemnités de départ à la retraite (IDR).

Les engagements de retraite et assimilés sont évalués sur la base d'un calcul actuariel réalisé au moins une fois par an.

Les calculs intègrent les spécificités des différents régimes ainsi que les hypothèses de date de départ à la retraite, d'évolution de carrière et d'augmentation des salaires, la probabilité du salarié d'être encore présent dans le Groupe à l'âge de la retraite (taux de rotation du personnel, tables de mortalité...). L'obligation est actualisée sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des entreprises de première catégorie.

L'obligation est provisionnée, nette, le cas échéant, des actifs de régimes à leur juste valeur.

Les charges nettes de retraite et avantages assimilés sont comptabilisés au compte de résultat en charges de personnel, sauf pour la charge d'actualisation des droits et les produits liés au rendement des actifs de régimes, enregistrés en « autres produits et charges financiers ».

S'agissant des écarts actuariels, ceux-ci sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global.

Les droits acquis sont déterminés à partir de la convention collective de la métallurgie, de l'effectif en place au 31/12/19, de sa rémunération et de son ancienneté dans l'entreprise.

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement des primes, la charge correspondante étant comptabilisée directement en résultat de l'exercice.

#### 2.23 Impôts différés

La charge d'impôt portée au compte de résultat est constituée de l'impôt exigible sur les résultats dû au titre de la période concernée et de toute autre charge ou produit d'impôt différé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur les différences temporaires entre la valeur comptable en consolidation des actifs et passifs, et leur valeur fiscale.

Un impôt différé actif est comptabilisé sur les différences temporelles déductibles et sur les pertes fiscales reportables et de crédits d'impôt dans la mesure où leur réalisation future paraît probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en « actifs et passifs d'impôt différé ».

Le Groupe a choisi de comptabiliser la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (C.V.A.E.) au sein des impôts sur le bénéfice, sans changement par rapport à la Taxe Professionnelle.

Les passifs relatifs aux taxes sont constatés à la date du fait générateur fiscal fixé par le législateur.

## 2.24 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend principalement la vente de produits, et des prestations de services.

Le produit des ventes est enregistré lors du transfert de contrôle vers le client et si le montant des produits et des coûts encourus ou à encourir sur la transaction peut être évalué de façon fiable.

Le montant des ventes est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir après, le cas échéant, déduction de toutes remises commerciales, rabais sur volumes et similaires, participations commerciales, escomptes financiers.

Les prestations de services correspondent essentiellement à des activités de réparation des produits vendus et autres. Le chiffre d'affaires est généré au fur et à mesure des réparations réalisées.

La date de démarrage et d'achèvement de la production des matériels se trouve fréquemment sur deux exercices différents. En conséquence, les ventes de matériels sont comptabilisées en fonction de leur degré d'avancement à la date de clôture et les pertes attendues sont immédiatement comptabilisées en charges.

# 2.25 Autres produits de l'activité

Ils comprennent le crédit impôt recherche qui est traité, conformément à la norme IAS 20, comme une subvention liée au résultat.

# 2.26 Charges de personnel

Pour 2018, le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) est analysé, en raison de l'objectif poursuivi par le législateur, comme une diminution des charges de personnel et comptabilisé, selon IAS 19, en réduction de ces-dernières. En 2019, celui-ci a été remplacé par un allègement de charges patronales pour les rémunérations versées en 2019.

# 2.27 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels regroupent toutes les opérations non courantes constituées d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du groupe.

# 2.28 Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat net dilué, le résultat net part du groupe de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions sont ajustés de l'incidence maximale de la conversion des éléments dilutifs en actions ordinaires. Est donc intégrée au calcul du résultat par action l'incidence de l'émission future éventuelle d'actions y compris celles résultant de la conversion d'instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante.

L'incidence à la baisse due à l'existence d'instruments pouvant donner accès au capital est déterminée en retenant l'ensemble des instruments dilutifs émis, quel que soit leur terme et indépendamment de la probabilité de conversion en actions ordinaires, et en excluant les instruments relatifs.

#### 2.29 Information sectorielle

Les secteurs présentés sont des secteurs opérationnels ou des regroupements de secteurs opérationnels similaires. Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des revenus ou supporter des charges, y compris des revenus et des charges liées aux transactions avec d'autres composantes du Groupe.

Les différents secteurs opérationnels du Groupe déterminés en application de la norme IFRS 8 sont :

- Conception et systèmes
- Intégration Equipements
- Services

Pour l'information relative aux zones géographiques, le produit des activités ordinaires est ventilé en fonction de la zone client.

#### 2.30 Gestion des risques financiers

Le groupe a identifié les principaux risques financiers afférents à son activité.

- risque de crédit : cf note 8

risque de liquidité : cf note 10

- risque de taux : cf note 13

- risque de change : cf note 15

#### 2.31 Actifs détenus en vue de la vente

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable à la clôture.

Ces actifs ou groupe d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupe d'actifs, sur la ligne « Actifs destinés à être cédés » du bilan. Ces actifs ou groupe d'actifs sont mesurés au plus bas de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les passifs liés à un groupe d'actifs détenu en vue de la vente sont présentés sur la ligne « Passifs liés aux actifs destinés à être cédés » du bilan.

#### 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 31 Décembre 2019, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

de la société	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêts	Pays d'activité	Siège social	SIREN	Forme Juridique
NSE	Société mère	100,00%	100,00%	France	LA GRAND CROIX - DOM AINE DE LA CROIX 03 250 NIZEROLLES	394 020 903	SA
SCI NSE Equipements	Intégration globale	99,50%	99,50%	France	LA GRAND CROIX - DOMAINE DE LA CROIX 03 250 NIZEROLLES	390 388 627	SCI
NSE AERO NORTH AMERICA	Intégration globale	100,00%	100,00%	CANADA	3544 Ashby, H4R 2C1 St Laurent Québec		inc
NSE AUTOMATECH	Intégration globale	71,16%	71,16%	CANADA	520 Rutherford, Granby, Québec, Canada, J2G 0B2		inc
NSE BRASIL	Intégration globale	99,94%	99,94%	BRESIL	Rodovia Geraldo Scavone, 2080 - Condominio empresarial INDUSVALE - Jardim California - CEP: 12305-490 - JACAREI - SP	35.225.112.921	LTDA
NSE TELESERVICES	Intégration globale	60,00%	60,00%	MAROC	A VENUE DE France et rue MELOUIYA / RABAT		SARL
NSE AERO MAROC	Intégration globale	100,00%	100,00%	MAROC	Zone franche d'exportation de NOUACEUR - CASABLANCA		SARL
HICAL NSE	M ise en Equivalence	49,00%	49,00%	INDE	Sy. No. 46&47 Electronics city, phase 2 - Hosur Road - Bangalore		SA
NSE INDIA	Intégration globale	99,9995%	99,9995%	INDE	PRESTIGE MERIDIEN 2 13TH FLOOR N°30 MG ROAD BANGALORE		SARL
NSE SERVICES TECHNIQUES & LOGISTIQUES	M ise en Equivalence	50,0000%	50,0000%	CANADA	780, Avenue Brewster Bureau 03-200 - H4C 2K1 Montréal		SA

Les sociétés ayant été sorties du périmètre sont

- NSE HUNGARIA (Cessation d'activité)
- NSE BM (Cessation d'activité)

Les sociétés ayant été intégrées au périmètre sont

- NSE INDIA (création)
- NSE TLS (création)

#### 4 NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

## <u>NOTE 1</u>: GOODWILL

Les Goodwill n'ont pas évolué sur la période :

En K - EUR

Valeurs brutes	31/12/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2019
Godwill				
NSE INDUSTRIES EX ECT	2 092			2 092
SODITECH	260			260
NSE AUTOMATECH	1 224			1 224
Immobilisations Incorporelles brutes	3 576			3 576

Pertes de valeurs	31/12/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2019
Godwill				
NSE INDUSTRIES EX ECT	1 414			1 414
SODITECH				
NSE AUTOMATECH	651			651
Pertes de valeurs	2 065			2 065

Valeurs nettes	31/12/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2019
Godwill				
NSE INDUSTRIES EX ECT	678			678
SODITECH	260			260
NSE AUTOMATECH	573			573
Valeurs nettes	1 511			1 511

Les Goodwill font l'objet de tests de valeur suivant les principes définis à la note 2.11.

#### Pour le périmètre EX ECT

Hypothèses retenues	2019	2018
Taux d'actualisation	10,50%	11,10%
	1%	1%

Sensibilité des indicateurs	Variation	Baisse de valeur
Taux d'actualisation	+1 point	1 107 K€
Taux d'EBE	-1 point	1 140 K€
Taux de croissance à long terme	-1 point	1 140 K€

#### Pour le périmètre NSE AUTOMATECH

Hypothèses retenues	2019	2018	
Taux d'actualisation	10,50%	11,10%	
Taux de croissance à LT	1%	1%	

Sensibilité des indicateurs	Variation	Baisse de valeur
Taux d'actualisation	+1 point	697 K€
Taux d'EBE	-1 point	881 K€
Taux de croissance à long terme	-1 point	583 K€

#### Pour le périmètre SODITECH

Hypothèses retenues	2019	2018	
Taux d'actualisation	10,50%	11,10%	
Taux de croissance à LT	-1 point	1%	

Sensibilité des indicateurs	Variation	Baisse de valeur
Taux d'actualisation	+1 point	198 K€
Taux d'EBE	-1 point	128 K€
Taux de croissance à long terme	-1 point	167 K€

# <u>NOTE 2</u>: AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

En K - EUR

Valeurs brutes	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/12/2019
Logiciels et licences	3 977	61		39	4 077
Frais de recherche et développement	2 315	146	1 239		1 222
Autres Immobilisations Incorporelles	1 079	25			1 104
Immobilisations incorporelles en cours		20			20
Immobilisations Incorporelles brutes	7 371	252	1 239	39	6 423

Amortissements	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/12/2019
Logiciels et licences	3 179	390		31	3 600
Frais de recherche et développement	1 123	744	1 239		628
Autres Immobilisations Incorporelles	6	18			24
Immobilisations incorporelles en cours					
Amortissements	4 308	1 152	1 239	31	4 252

Valeurs nettes	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/12/2019
Logiciels et licences	798	-329		8	477
Frais de recherche et développement	1 192	-598			594
Autres Immobilisations Incorporelles	1 073	7			1 080
Immobilisations incorporelles en cours		20			20
Valeurs nettes	3 063	-900		8	2 171

Le solde des autres mouvements correspond aux variations de change.

Les frais de développement s'analysent comme suit :

VF.			-
1.7	1	r	( )

K€uro				
Valeurs brutes	31/12/2018	"+"	11_11	31/12/2019
BU INTEGRATION	230	0	169	61
BU CONCEPTION	2 084	146	1 071	1 160
BU SERVICES	0	0	0	0
TOTAL	2 314	146	1 239	1 221
Amortissements	31/12/2018	"+"	"."	31/12/2019
BU INTEGRATION	143	72	169	46
BU CONCEPTION	980	672	1 071	582
BU SERVICES	0	0	0	0
TO TAL	1 123	744	1 239	627
Valeurs nettes	31/12/2018	"+"	"_"	31/12/2019
BU INTEGRATION	87	-72	0	15
BU CONCEPTION	1 104	-526	0	578
BU SERVICES	0	0	0	0
TOTAL	1 191	-598	0	593

#### NOTE 3: IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENTS

L'évolution des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

En K - EUR

Valeurs brutes	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Impact retraitement IFRS16	31/12/2019
Terrains et constructions	4 018	152		134		4 304
Agencements et matériels	16 192	543	77	525		17 183
Droits d'utilisation (terrains &Constructions)	7 103		150		2100	9 053
Droits d'utilisation - Matériel	135			9	880	1 024
Immobilisation corporelle en cours	93	388		7		488
Immeuble de placement (SCI NSE EQUIPEMENTS)	377					377
Valeurs brutes	27 918	1083	227	675	2980	32 429

Amortissements	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Impact retraitement IFRS16	31/12/2019
Terrains et constructions	1 684	166		17		1 867
Agencements et matériels	14 305	773	73	447		15 452
Droits d'utilisation (terrains &Constructions)	5 903	227	115	1	458	6 474
Droits d'utilisation - Matériel	57			31	321	409
Immobilisation corporelle en cours Immeuble de placement (SCI NSE EQUIPEMENTS)	199	20				219
Amortissements	22 148	1 186	188	496	779	24 421

Valeurs nettes	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Impact retraitement IFRS16	31/12/2019
Terrains et constructions	2 334	-14		117		2 437
Agencements et matériels	1 887	-230	4	78		1 731
Droits d'utilisation (terrains &Constructions)	1 200	-227	35	-1	1 642	2 579
Droits d'utilisation - Matériel	78			-22	559	615
Immobilisation corporelle en cours	93	388		7		488
Immeuble de placement (SCI NSE EQUIPEMENTS)	178	-20				158
Valeurs nettes	5 770	-103	39	179	2 201	8 008

L'immeuble de placement concerne l'immeuble appartenant à la SCI NSE EQUIPEMENTS.

#### <u>NOTE 4</u>: PARTICIPATION ENTREPRISES ASSOCIEES

En K - EUR

HICAL NSE	31/12/2019	31/12/2018
A l'ouverture de l'exercice	109	116
Dividendes	0	0
Quote-part du résultat net	1	-4
Changements de périmètre	0	0
Acquisitions		
Sorties	0	0
Ecarts de conversion	0	-3
Autres	0	0
A la clôture de l'exercice	110	109

NSE TLS	31/12/2019	
A l'ouverture de l'exercice	0	
Dividendes	0	
Quote-part du résultat net	-221	
Changements de périmètre	217	
Acquisitions		
Sorties	0	
Ecarts de conversion	0	
Autres	0	
A la clôture de l'exercice	-4	

	% détention	31/12/2019	31/12/2018
Capitaux propres	49	126	126
Résultat net	49	2	-9
	% détention	31/12/2019	31/12/2018
Total Capitaux propre	s	126	126
Total Résultat net		2	-9

	% détention	31/12/2019
Capitaux propre	50	-8
Résultat net	50	-445
	% détention	31/12/2019
Total Capitaux propres		-8
Total Résultat net		-445

⊟éments significatifs	31/12/2019	31/12/2018
Actif immobilisé net	5	13
Besoin en fonds de roulement	65	93
Total capitaux employés	70	106
Investissements en immobilisations corporelles	7	0
Dettes à long et moyen terme	0	0
Chiffre d'affaires	300	313

日éments significatifs	31/12/2019
Actif immobilisé net	383
Besoin en fonds de roulement	43
Total capitaux employés	426
Investissements en immobilisation	445
Dettes à long et moyen terme	0
Chiffre d'affaires	780

#### **NOTE 5**: AUTRES ACTIFS FINANCIERS

En K - EUR	31/12/2019	31/12/2018	
dépots et cautions versées	423	549	
Effort construction	226	228	
Titres NSE INDIA		50	
Titres NSETLS		208	
Autres actifs Financiers	649	1 035	

NSE INDIA et NSE TLS sont consolidées à compter de cet exercice

#### NOTE 6: ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES

La position active de 659 K $\in$  correspond principalement aux engagements de retraite (272 K $\in$ ), aux retraitements des locations (290 K $\in$ ) et aux décalages temporaires (97 K $\in$ ).

Les impôts différés sont représentés au bilan en position nette par entité fiscale.

En K - EUR

Origine des impôts différés	31/12/2019	31/12/2018
Déficits fiscaux	0	471
locations	600	599
engagements de retraite	272	222
décallages temporaires	284	123
Total impôts différés actifs	1 156	1 415
amortissements différés		
locations	307	463
décallages temporaires	187	
Total impôts différés passifs	494	463

Situation nette	662	952
-----------------	-----	-----

#### **NOTE 7: STOCKS ET EN COURS**

Les stocks et en cours se décomposent comme suit :

En K - EUR

Stocks (Valeurs brutes)	Matières premières et consomables	Travaux en cours	Produits Intermédiaires et finis	Marchandises	TOTAL
Valeur brute au 31/12/2018	10 272	6 110	2 031	726	19 139
Variation	-144	-433	927	-267	83
Valeur brute au 31/12/2019	10 128	5 677	2 958	459	19 222

Dépréciations	Matières premières et consomables	Travaux en cours	Produits Intermédiaires et finis	Marchandises	TOTAL
Dépréciation au 31/12/2018	-2 935		-395	-506	-3 836
Variation	248		18	278	544
Dépréciation au 31/12/2019	-2 687		-377	-228	-3 292

Stocks (Valeurs nettes)	Matières premières et consomables	Travaux en cours	Produits Intermédiaires et finis	Marchandises	TOTAL
Valeur nette au 31/12/2018	7 337	6 110	1 636	220	15 303
Variation	104	-433	945	11	627
Valeur nette au 31/12/2019	7 441	5 677	2 581	231	15 930

**NOTE 8**: CREANCES CLIENTS & AUTRES CREANCES

Créances clients nettes des pertes de valeurs

En K - EUR		
créances client	31/12/2019	31/12/2018
Créances clients (valeur brute)	23 898	22 385
dépréciation	-128	-540
Créance clients (Valeur nette)	23 770	21 845
Risque de crédit	31/12/2019	31/12/2018
Créances non échues et non dépréciées	15 638	16 795
Créances échues depuis moins de 60 jours et non dépréciées	5 885	3 437
* Créances échues depuis plus de 60 jours et non dépréciées	2 225	1 564
Créances échues et non dépréciées	8 110	5 001
Montants brut des créances dépréciées	150	589
Pertes de valeur comptabilisées	-128	-540
Valeur nette des créances dépréciées	22	49

• La forte diversité du portefeuille clients du Groupe tant en termes de profil qu'en terme d'origine géographique permet une forte dispersion du risque client. De plus, le risque client de NSE périmètre France fait l'objet d'une couverture d'assurance externe auprès d'un assureur de premier ordre tant pour les clients France que les clients Export. NSE périmètre France applique les recommandations de cet organisme d'assurance-crédit tout en prenant exceptionnellement en considération la saisonnalité commerciale et l'intérêt stratégique de certains clients.

23 770

21 845

<u>NOTE 9</u>: AUTRES ACTIFS COURANTS & ACTIF D'IMPOT COURANT

En K-EUR		
Autres actifs courants	31/12/2019	31/12/2018
Avances & Acomptes versés	882	390
Charges sociales	30	88
And the state of t		
TVA	524	562
Autres créances	195	740
Charges constatées d'avance	569	404
Autres actifs courants	2 200	2 184
créance IS		1 004
Actifs d'impôts courants		1 004

#### **NOTE 10: TRESORERIE**

En		

Trésorerie et équivalents de trésorerie (solde TFT)	3 152	-1 700
Concours bancaires courants	-25	-3 388
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 177	1 688
Trésorerie et équivalent de trésorerie	31/12/2019	31/12/2018
ETT LOT		

Détail de la Trésorerie et équivalent de trésorerie

Solde Bancaires Placements à court terme	3 002 175	1 623 65
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 177	1 688

### Risque de liquidité:

La situation nette de trésorerie présente une position positive au 31/12/2019 de 3 152 K€. Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances futures. Au 31 Décembre 2019, il n'y a pas de risque notable par rapport au risque de liquidité, le Groupe NSE n'utilisant pas ses possibilités de financement court terme. Au 31 Décembre 2019, le montant des lignes de crédit non utilisé est de 4,75 M€.

## Note 11 : Actif destiné à être cédé et passif lié

En K - EUR

Valeur brute du Bâtiment	1 050	1 050
Amortissements cumulés	-511	-511
Valeur nette	539	539

### **NOTE 12: CAPITAL SOCIAL**

Au 31 Décembre 2019, le capital social s'élève à 5 232 972,05 euros. Il est composé de 3 376 111 actions de 1,55 euros de valeur nominale.

NSE possédait 230 136 actions d'autocontrôle dont 4 089 actions propres acquises dans le cadre du contrat de liquidités au 31 Décembre 2019.

Les 230 136 actions d'autocontrôle sont portées en diminution des capitaux propres consolidés de la société pour un montant de 2 626 358 €, la dépréciation de 194 184 € faisant l'objet d'une neutralisation.

### **NOTE 13: EMPRUNTS**

En K - EUR

Emprunts	31/12/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2019
Obligations locatives	42	2 988	802	2 228
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 346		1 713	6 633
Instruments dérivés de change	0			0
Emprunts divers	33			33
Emprunts	8 421	2 988	2 515	8 894

En K - EUR		31/12/2018				31/12/	2019	
Emprunts	A -1 an	De 1 à 5 ans	A + 5 an	Total	A -1 an	De 1 à 5 ans	A + 5 an	Total
Obligations locatives	33	9		42	714	1 414	100	2 228
Emprunts auprès des établissements de crédit	2212	4857	1277	8346	1 828	4 283	522	6 633
Instruments dérivés de change				0				0
Emprunts divers	33			33	33			33
Emprunts	2 278		1 277	8 421	2 575	5 697	622	8 894

L'impact de l'IFRS16 sur le montant des obligations locatives est de 2.228 M $\in$  dont 0,714 M $\in$  à -1 an, 1.414 M $\in$  de 1 à 5 ans et 0.1 M $\in$  à +5 ans.

Instruments financiers

### Couverture de taux

Produit	SWAP DE TAUX
Début	25/07/2013
Fin	25/07/2020
Devise	CAD
Montant	235 714

#### RISQUE DE TAUX

Au 31 Décembre 2019	Emprunts taux variable
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 080 108 €
Total	2 080 108

Au regard de la structure de sa dette, la société estime que l'augmentation ou la diminution des taux d'intérêts n'aurait pas d'impact significatif sur le résultat.

Les emprunts bancaires en cours contractés par NSE sont à taux fixe excepté un emprunt bancaire à taux variables qui est capé.

Les emprunts bancaires en cours contractés par NSE AUTOMATECH sont à taux fixe excepté trois emprunts bancaires à taux variables.

#### NOTE 14: PROVISIONS (K €uro)

Les provisions se décomposent comme suit :

En K - EUR	Indemnités de fin de carrière	garantie client	Litiges	Ris que s Pé nalité s	TOTAL
Fin de période (31/12/2018)	889	40	190	0	1119
Dotations	199	77	46	162	484
Reprises		-55	-45		-100
Fin de période (31/12/2019)	1088	62	191	162	1503
		88			
		Provisions Ion	ıg terme		1151
		Provisions cor	urt terme		352

Les provisions sur litige reprises ont été utilisées.

- Provisions pour garantie clients. Une provision pour garantie donnée aux clients est estimée et comptabilisée afin de couvrir le coût des réparations (pièces et main d'œuvre) sur les produits et services vendus. La garantie contractuelle est généralement de un an.
- Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges concernent principalement des litiges salariaux provisionnés en fonction du risque encouru.

Il n'existe pas d'autre litige susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société.

### Provisions pour indemnité de fin de carrière

#### En K - EUR

Evolution de l'engagement	31/12/2019	31/12/2018
A l'ouverture de l'exercice	1 314	1 462
Coût des services rendus	81	93
Coût financier	122	-48
Prestations payées	-56	-47
Rendement des actifs de régime hors produits d'intérêts.	21	19
Taux de rotation des effectifs		
Changements de périmètre		
Effet d'expérience	46	-165
A la clôture de l'exercice	1 528	1 314

Evolution des actifs de couverture	31/12/2019	31/12/2018
A l'ouverture de l'exercice	425	508
Cotisations payées		-98
Rendement attendu des fonds	15	15
A la clôture de l'exercice	440	425

Engagement net des actifs	31/12/2019	31/12/2018
A l'ouverture de l'exercice	889	954
A la clôture de l'exercice	1 088	889

Hypothèses retenues	31/12/2019	31/12/2018
Age de départ à la retraite	63 ans	63 ans
Rotation du personnel	10%	10%
Evolution annuelle des salaires	2%	2%
Taux d'actualisation	0,7617%	1,5586%
Taux de charges sociales	42%	42%

Les principales hypothèses de calcul sont basées sur :

- un départ à l'initiative du salarié
- turnover 10 %
- taux de charges sociales de 42%
- table de vie INSEE 2012-2016
- Un accroissement de la masse salariale de 2 %.
- Au 31 décembre 2019, la duration du régime IFC est de 11 ans. Le taux d'actualisation retenu est le taux Corporate (Non Financial) AA 10+ de la zone euro. Ce taux s'élève à 0.7617 % au 31 décembre 2019.

Si le taux d'actualisation augmente de 0.1%, le montant de la dette actuarielle diminue de 17 155 €uros.

## <u>NOTE 15</u>: DETTE FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS HORS FINANCIER

#### En K - EUR

Dettes Fournisseurs et autres passifs courants	31/12/2019	31/12/2018
Dettes fournisseurs	6 859	7 999
Dettes sociales au personnels	3 248	1 661
Dettes sociales aux organismes sociaux	1 650	1 267
Etat - Impôt / Société	1 720	263
Avances et acomptes reçus sur commande	4 480	6 092
Dettes fiscales	2 036	2 054
Produits constatés d'avance	1 287	872
Autres dettes	14	508
Dettes fournisseurs et autres dettes	21 294	20 716

## RISQUE DE CHANGE

## NSE

Au 31 décembre 2019	en '000	USD	CAD	BRL		GBP	
Actifs financiers	s	399					16
Passifs financie	rs		(236)				
Position nette avant	gestion	399	(236)	96.	84	1	16
Hors bilan							
Position nette après	gestion	399	(236)				16

### NSE AUTOMATECH

Au 31 décembre 2019 en '000	USD	CAD	BRL	GBP
Actifs financiers	781			
Passifs financiers	(153)			
Position nette avant gestion	628	-	-	-
Hors bilan				
Position nette après gestion	628		•	
Position nette globale NSE	1 027	(236)	·	16

## <u>NOTE 16</u>: INFORMATION SECTORIELLE

## Ventilation du chiffre d'affaires

En K - EUR

Chiffre d'affaires	2019			
Chijjre a ajjaires	France	Export	Total	
Vente de marchandises	3 964	168	4 132	
Production vendue de biens	15 591	22 365	37 956	
Prestations de services	29 130	4 820	33 950	
TOTAL	48 685	27 353	76 038	
6 CA EXPORT	36%			

2018				
France	Export	Total		
5 499	125	5 624		
11 664	21 293	32 957		
24 153	3 965	28 118		
41 316	25 383	66 699		
	38%			

## Chiffre d'affaires par Business Unit

En K - EUR

Business Unit	2019	2018	Ecart %
Conception et systèmes	7 434	6 533	14%
Intégration - Equipements	36 923	30 535	21%
Services	31 681	29 631	7%
TOTAL	76 038	66 699	14%

## **NOTE 17: AUTRES PRODUIT**

En K - EUR

	2019	2018
Crédit Impôt recherche	304	301
Subvention	1	11
Subventions portées au résultat	16	29
Divers (Remboursements reçus sur litiges)	118	
Total	439	341

### **NOTE 18: FRAIS DE PERSONNEL**

En K - EUR

Détail du poste	31/12/2019	31/12/2018
Salaires et traitements	18 330	18 271
Interessement & Participation	1 252	
Charges sociales	5 475	5 392
Charges sociales / Inter & Participation	250	
Total du poste	25 307	23 663

SOCIETE		TOTAL	CADRES	Ouvriers	ETAM
NSE NSE BRASIL NSE AERO MAROC NSE AUTOMATECH NSE INDIA		437 17 81 110 2	96 3 3 6	49 10 70 73	200
	TOTAUX	647	108	202	337

### **NOTE 19: CHARGES EXTERNES**

En K - EUR

Détail du poste	31/12/2019	31/12/2018	
Sous traitance	3 345	2 024	
* Locations	226	968	
Entretiens & réparations	1 171	1 301	
Assurances	579	358	
Documentations	61	72	
personnels extérieurs	2 247	1 241	
Honoraires & commissions	1 909	2 081	
Publicité- salons	152	130	
Transport	21	59	
Déplacements	793	747	
frais postaux & Télécommunication	246	261	
frais bancaires	128	162	
Cotisations	64	97	
gardiennage	337	375	
recrutement	60	31	
Total du poste	11 339	9 907	

<sup>\*</sup> Avec l'application de la norme IFRS 16 : les loyers sont retraités ce qui diminue le montant des loyers de 808 K€ sur cette période. En contrepartie une charge de 775 K€ est constatée en dotation aux Amortissements

### NOTE 20: DOTATION AUX AMORTISSEMENTS & AUX PROVISIONS

En K - EUR

Dotations aux amortissement	31/12/2019	31/12/2018
- Immobilisations incorporelles	408	383
- Frais de R&D	744	1 465
- Immobilisations corporelles	959	1 014
- Biens pris en crédit Bail	228	311
- Retraitement IFRS16 sur les Locations	775	
Total	3 114	3 173

Dotations aux provisions	31/12/2019
- Garantie clients	78
- Dépréciation stock	2
- Créances clients	26
Total	106

# NOTE 21: VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS EN COURS ET STOCKS DE PRODUITS FINIS

En K - EUR

Var stock de P. Finis & Encours	31/12/2019	31/12/2018
Var stocks produits finis	878	71
var stocks d'encours	85	20
Total	963	91

# NOTE 22: AUTRES PRODUITS & CHARGES EXPLOITATION

En K - EUR

Charges	31/12/2019	31/12/2018
- Pénalités marché	341	19
- Litige clients / salariés	83	190
- Redevances	66	43
- Ecarts change / créances commerciales	46	103
- Divers	51	89
- cession de biens immobilisés	68	4
- Amortissements / provisions		
Total	655	448

produits	Montant	Montant
- Pénalités marché	135	22
- Litige clients / salariés	43	
- Divers		22
- Ecarts change / créances commerciales	25	34
- cession de biens immobilisés		
- provisions / reprises		170
Total	203	248

Total des Autres produits et charges d'exploitation -452 -200

## NOTE 23: AUTRES PRODUITS & CHARGES OPERATIONNELS

Autres produits & charges opérationnels	Montant
Rbt / sinistre bât Soyons	1 458
	11

Total 1 458

## **NOTE 24 : PRODUITS & CHARGES FINANCIERS**

En K - EUR

	31/12/2019	31/12/2018
Produits financiers		
- Produits de cession de VMP		
- Gains de change / gain écart de conv.	224	299
- Reprises dépréciations financières		1
- Variations de juste valeur des instruments dérivés de change		2
- Divers	8	41
Sous-total	232	343
Charges financières		
- Charges d'intérêts des emprunts	317	337
- Intérêts sur Obligations convertibles		318
- Charge d'intérêt bancaire (Frais Dailly)	40	67
- Charge d'intérêt crédit Bail		
- Charge d'intérêt / Loyers IFRS16	67	
(Sous total Coût de l'endettement financier)	424	722
- Pertes de change / pertes écart de conv.	186	297
- provision / charges financières		
- Charge Financière d'actualisation (IFC)	6	5
- Variations de juste valeur des instruments dérivés de change		
Sous-total	616	1 024
TOTAL	- 384	- 681

## **NOTE 25: IMPOT**

Cha	Charge d'impôts		31/12/2018
Impôts	Charges d'impôts calculées	2 589	125
courants	Crédits d'impôts		
Impôts différés		332	395
TOTAL  dont impôts courants		2 921	520
		2 589	125
	dont impôts différés		395

### Preuve d'impôt

En K - EUR

PREUVE DE L'IMPOT	31/12/2019
Résultat consolidé après impôt	5 913
Résulat des sociétés mises en équivalence	-222
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	6 135
lmpôt réel	2 932
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)	-11
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	9 056
IMPOT THEORIQUE GROUPE	2 808
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	124
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux diffrenciés	-71
Produits (minoration ) d'impôts des autres éléments que l'impôts société	-10
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société	29
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	-52
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	-298
Déficit exercice non activé	481
Jtilisation déficit antérieur	50
Résultat imposé ultérieurement	25
Autres bases	-82
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	176
HISTIFICATION CLODAL FOR LIFEART STEPS WAS A STATE OF THE	
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	124

### **NOTE 26: INSTRUMENTS FINANCIERS**

En K - EUR

Instruments financiers	31/12/2019		Ventilation par catégories d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Prêts et créances	Actifs disponibles à la vente	Juste valeur par résultat	Dettes au cout amorti	Instruments dérivés désignés en tant qu'instrument de couverture
Actifs Financiers non courants	649	649	649				
Clients et comptes rattachés	23 770	23 770	23 770				
Autres actifs courants	195	195	195	1 1			
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3 177	3 177	3 002		175		
Actifs financiers	27 791	27 791	27 616	0	175	0	0
Emprunts et dettes financières	6 667	6 667				6 667	
Dette liée aux contrats de location financement)	9	9				9	
Dettes liées à IFRS16	2 218	2 218				2 218	
Instruments de couverture	0	0			0		
Concours bancaires	25	25			25		
Fournisseurs et comptes rattachés	6 859	6 859				6 859	11
Autres passifs courants	14	14				14	
Passifs financiers	15 792	15 792	0	0	25	15 767	0

Instruments financiers	31/12/2018		Ventilation par catégories d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Prêts et créances au coût amorti	juste valeur en autres éléments du résultat	Juste valeur par résultat	Dettes au cout amorti	Instruments dérivés désignés en tant qu'instrument de couverture
Actifs Financiers non courants	1 035	1 035	777	258			
Clients et comptes rattachés	21 845	21 845	21 845				
Autres actifs courants	740	740	740				
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 688	1 688	1 623		65		
Actifs financiers	25 308	25 308	24 985	258	65	0	0
Emprunts et dettes financières	8 379	8 379				8 379	
Dette liée aux contrats de location financement)	42	42				42	
Instruments de couverture	0	0			0		
Concours bancaires	3 388	3 388			3 388		
Fournisseurs et comptes rattachés	7 999	7 999				7 999	
Autres passifs courants	508	508				508	
Passifs financiers	20 316	20 316	0	0	3 388	16 928	0

Pour les actifs et passifs courants, leur valeur nette comptable est considérée comme une approximation raisonnable de leur juste valeur compte tenu de leur nature à court terme.

Les titres immobilisés sont évalués au coût dans la mesure où une évaluation fiable de leur juste valeur n'est pas considérée possible.

L'effet des autres actifs non courants est considéré non significatif.

Pour les emprunts et dettes financières, leur valeur nette comptable est considérée comme une approximation raisonnable de leur juste valeur.

#### **NOTE 27: ENGAGEMENTS HORS BILAN**

## ☐ TABLEAU DE SYNTHESE DES ENGAGEMENTS DONNES

ENGAGEMENTS FINANCIERS		
	31/12/2019	31/12/2018
Engagements financiers		
Cautions de contre-garantie sur marchés	710 175	2 204 778
Dettes garanties par des sûretés réelles	2 275 751	2 725 180
Engagements sur les contrats de location simple mobiliers et immobiliers		1 693 824
TOTAL	2 985 926	6 623 782

### ☐ CAUTIONS SUR MARCHES

Ces engagements concernent des garanties bancaires données sur des marchés export ou des demandes d'acomptes pour 710 milliers d'euros.

### ☐ HYPOTHEQUE ET NANTISSEMENT

La société a consenti un privilège de prêteur de deniers sur le bâtiment CEP d'Abrest en garantie du prêt bancaire de 450 K€ souscrit à cet effet.

La société a également hypothéqué le bâtiment de Cuers en garantie d'un prêt bancaire de 800 K€ souscrit en 2018 pour financer la fermeture du site, et le bâtiment A du site d'Abrest en garantie des deux prêts bancaires souscrits en 2018 pour 933 K€ et 950 K€ pour financer le remboursement des emprunts obligataires.

#### **NOTE 28: PARTIES LIEES**

NSE PARTICIPATIONS, société Holding du groupe NSE dont elle en détient le contrôle.

- Facturation de prestations administratives. La rémunération annuelle s'est élevée à 722 124 euros HT au titre de 2019.
- Un prêt consenti à la société NSE d'un montant de 271 000-€ consenti le 15 Octobre 2018 pour une durée de 3 mois et remboursable en une fois au plus tard le 31 janvier 2019.Le taux d'intérêt est fixé à 5% de la somme prêtée pour toute la durée du prêt de 3 mois susmentionné. Ce prêt a été entièrement remboursé.

Charge d'intérêt + frais sur l'exercice : 2 825 €

HICAL NSE: (% de détention 49%).

- NSE a facturé 8 582 €uros à HICAL NSE au titre de la vente de matières et de prestations de sous-traitance.

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice 2019 aux organes de direction de la société est de 513 140,66 pour les membres du Directoire ainsi que 8 970 € aux membres du Conseil de Surveillance (sous forme de jetons de présence).

#### **NOTE 29: RESULTAT PAR ACTION**

Résultat par actions	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net part du groupe	5 855 418	1 085 505
Nombre d'actions	3 145 975	3 144 231
Résultat net de base par action	1,8612	0,3452
Résultat net dilué par action	1,8612	0,3452

## NOTE 30: HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La charge de l'exercice relative aux honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 46.800 euros répartie de la façon suivante :

	31/12/2019
€uro	
GRANT THORNTON	28 100
ACCORE	18 700
TOTAL	46 800